

LES
**DÉFIS CRUCIAUX
ET LES MENACES
IMMÉDIATES**

vus par la

CIA

Analyses, faits et chiffres

Préface d'Alain Frachon

**CHINE, RUSSIE, IRAN
CYBERESPIONNAGE ET TIKTOK**

ÉQUATEURS DOCUMENT

LES
**DÉFIS CRUCIAUX
ET LES MENACES
IMMÉDIATES**

vus par la

CIA

LES
**DÉFIS CRUCIAUX
ET LES MENACES
IMMÉDIATES**

vus par la

CIA

Analyses, faits et chiffres

Préface d'Alain Frachon

ÉQUATEURS

Cet ouvrage est la traduction du rapport *Annual Threat Assessment of the US Intelligence Community*, de l'audition des responsables de la communauté du renseignement et de la CIA devant le Sénat, des faits et chiffres tirés de *The World Factbook* publié par la CIA.

Traduction de l'anglais (États-Unis).

ISBN: 978-2-3828-4513-4.

Dépôt légal: avril 2023.

© Équateurs / Humensis, 2023, pour la traduction française.
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

contact@editionsdesequateurs.fr
www.editionsdesequateurs.fr

SOMMAIRE

Préface	9
Évaluation annuelle des menaces de la communauté du renseignement des États-Unis	17
Avant-propos	19
Chine	23
Russie	36
Iran	46
Corée du Nord	52
Le changement climatique et la dégradation de l'environnement	57
Sécurité sanitaire	61
Autres questions transnationales	66
Conflits et fragilité	85
Audition sur les menaces actuelles dans le monde	97
Introductions	99
Questions et réponses des sénateurs	115
Analyses, faits et chiffres	143
Chine	145
Taïwan	171
Corée du Nord	190
Iran	213

LA CIA est inquiète. Cela fait partie du métier, direz-vous. Un service de renseignement évalue les dangers pesant sur son gouvernement, occupation qui ne porte pas naturellement à la félicité. Tous les ans, la « communauté du renseignement » – la CIA et les autres « services » américains – dresse l'état des atteintes potentielles ou réelles à la sécurité des États-Unis. Elle rend son rapport public : mieux vaut ne rien oublier. L'édition 2023 égrène une impressionnante liste de catastrophes en cours ou à venir. C'est une vision du monde tel qu'il est ou du moins tel qu'il est perçu par les États-Unis de Joe Biden : un tourbillon de défis « cruciaux », écrit « Langley » – comme on appelle familièrement la CIA, du nom de la localité de Virginie qui abrite ses locaux.

Mais un spectre parcourt ce livre, l'ombre d'une menace dominante : la possibilité d'une guerre avec la Chine. À tout le moins d'un incident qui dégénère, un conflit armé qui aurait pour théâtre le Pacifique occidental, quelque part au large de l'île chinoise autonome de Taïwan, là où se croisent quotidiennement les bâtiments de guerre des deux pays. La « communauté du renseignement » prend le risque d'avancer une date plausible, un « créneau » plutôt. L'affrontement peut avoir lieu « d'ici à 2027 », dit-elle, quand l'armée chinoise sera prête.

La question de Taïwan n'est qu'un des éléments d'une

confrontation multiforme à enjeu unique : laquelle des deux super-puissances de l'époque exercera demain sa prépondérance sur les affaires du monde ? « Langley » brasse large. Les capacités militaires ne sont pas seules en cause, loin de là. Tout autant, la bataille est technologique et politico-idéologique. Elle porte sur la maîtrise des technologies de l'avenir ; elle porte sur le modèle de gouvernement de demain. Défis cruciaux que « Langley » pose en toile de fond de ce profil du monde 2023.

Le retour de combats meurtriers en Europe, comme le Vieux Continent n'en avait pas connu depuis 1945, s'inscrit dans ce grand contexte du duel américano-chinois. Après tout, Pékin n'est pas neutre. L'Empire du Milieu a pris parti pour Moscou – politiquement au moins. Aux Nations unies, la Chine s'est refusée à condamner l'agression russe. Elle ne livre pas d'armes mais elle dénonce les sanctions prises par les Américains et les Européens ; elle aide vraisemblablement à leur contournement. La puissante machine de propagande pékinoise relaie « l'argumentaire » moscovite : tout est de la faute de l'Occident, des États-Unis, de l'OTAN, de ceux qui aident l'Ukraine à se défendre...

Même quand ils proposent une sorte de plan de paix, les Chinois ne cachent pas leur point de vue. Ils dénoncent une « mentalité de guerre froide » : la formule vise la Maison-Blanche, pas le Kremlin. Xi Jinping a choisi son camp, il est aux côtés de Vladimir Poutine. Pourquoi ? Parce que la Chine est « l'amie » de la Russie dans le combat politico-idéologique mené contre l'Occident et son chef de file, les États-Unis. Pékin accorde la plus grande importance à ce partenariat politique avec Moscou.

Le 4 février 2022, trois semaines avant l'attaque russe sur Kiev, les deux présidents signent un pacte d'« amitié sans limite » entre leurs pays. Le document définit une ambition commune. Chine et Russie veulent en finir avec le « leadership » occidental sur le système international.

Établi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, cet « ordre libéral occidental » – la charte de l'ONU et le texte qui l'accompagne, la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment – ne correspond plus à l'époque, disent Xi Jinping et Vladimir Poutine. Le monde a changé, il faut réviser ces normes, s'en affranchir, à tout le moins les interpréter différemment. En gros, l'aspiration aux libertés – d'expression, de conscience, d'opinion – est peut-être « universelle » mais pas la forme qu'elle a prise, la démocratie libérale, en Europe et aux États-Unis. Entre les lignes, le message est clair : la question des droits de l'homme est affaire de culture, elle n'a pas à intervenir dans les relations entre États.

Le collectif occidental a d'autant moins de raisons de continuer à vouloir imposer ses « valeurs » qu'il n'y a jamais été fidèle. Il ne s'en sert aujourd'hui que pour prolonger une prépondérance en voie d'obsolescence accélérée, disent les dirigeants chinois et russes. Car, et les Occidentaux doivent s'y faire, le monde est en voie de « dés-occidentalisation ». L'Occident a perdu le monopole du pouvoir. Conclusion implicite partagée à Moscou et à Pékin : la démocratie libérale à l'occidentale n'a pas plus de légitimité que l'autocratie à la russe et à la chinoise. L'autocratie doit avoir droit de cité, être posée aux générations futures en norme de référence, autant sinon plus que la démocratie, poursuivent les « amis » russes et chinois.

Les services de renseignement américains dénoncent « les campagnes de désinformation » menées par Moscou et Pékin pour assurer « la promotion de l'autoritarisme » politique et « contribuer au recul de la démocratie ». « Les États-Unis et leurs alliés sont en concurrence stratégique avec la Chine et la Russie, écrit la centrale de renseignement, pour la définition des règles qui façonneront l'ordre mondial dans les décennies à venir ».

Concurrence, compétition, confrontation, défis « cruciaux » à relever : la peur du déclin est congénitale aux

États-Unis. Elle accompagne l'Union américaine depuis sa naissance. Elle est «aussi américaine que la tarte aux pommes», disait le politologue allemand Josef Joffe. La peur du déclin est le ressort d'une société cyclothymique, les phases d'hubris succédant aux moments de «déclinisme». La description de la montée en puissance de la Chine – laquelle estime retrouver sa place naturelle au centre du monde – porte la marque de cette vieille crainte américaine.

Duale, à usage civil ou militaire, la technologie est, au moins autant sinon plus que les progrès de l'Armée populaire de libération (APL), au cœur des préoccupations du renseignement américain: «La Chine est la principale menace pour la compétitivité technologique des États-Unis. Elle est au cœur des chaînes d'approvisionnement mondiales dans une série de secteurs technologiques, notamment les semi-conducteurs, les minéraux critiques, les batteries, les panneaux solaires et les produits pharmaceutiques.» Pour ne rien dire de ses performances en matière d'intelligence artificielle ou d'informatique quantique.

L'APL est une armée «de classe mondiale», sa marine dépasse déjà l'US Navy. Pékin refuse toute négociation sur le nucléaire et son arsenal dans ce domaine progresse à grande vitesse: la Chine construit «des centaines de nouveaux silos pour ses missiles balistiques intercontinentaux», assure le rapport. L'unification de Taïwan (23 millions d'habitants) est dans la ligne de mire des généraux chinois. L'objectif est de «disposer d'ici à 2027 d'une armée suffisamment forte pour dissuader les États-Unis d'intervenir lors d'une future crise entre les deux rives du détroit» de Taïwan. La perception américaine du scénario qui préside à la puissance militaire montante de l'Empire du Milieu tient en une phrase: «Pékin table sur la probabilité d'un conflit avec les États-Unis.»

Avec le Pacifique occidental, le cyberspace est l'un

des lieux prioritaires du défi chinois. «La Chine représente probablement la menace de cyber-espionnage, dit le rapport, la plus active et la plus persistante pour les réseaux du gouvernement et du secteur privé américains.» Les infrastructures «critiques» des États-Unis – oléoducs, gazoducs, systèmes ferroviaires – sont perméables «aux cyberattaques» venues de Chine.

L'objet de ce document est de pointer des menaces, actuelles ou à venir. Mais, au fil d'une lecture qui prend parfois l'allure d'une promenade au musée des horreurs à venir, on ne s'empêchera pas de souligner, parallèlement, ce qui fait la singularité de ce duel sino-américain. Pékin et Washington proclament leur volonté de «découplage» économique, au moins dans le vaste domaine des technologies du futur. Pour autant, les économies des deux pays ont rarement été aussi interdépendantes. 2022, année d'animosité politique assumée de part et d'autre, s'est achevée sur un record dans les échanges américano-chinois – 673 milliards de dollars.

Rien de tel avec la Russie. Dans l'ordre des défis posés aux États-Unis, elle compte pour son rôle dans la bataille idéologique menée avec la Chine et elle pèse, lourd, du fait d'un «stock d'armes nucléaires le plus important et le plus performant» du monde – arsenal «qu'elle continue d'accroître et de moderniser». Mais elle n'est un concurrent ni technologique ni économique. Puissance en voie de déclin démographique et dotée d'une économie massivement dépendante de l'exportation de matières premières, elle présente cependant un risque lié à la nostalgie impériale dont Vladimir Poutine semble pathologiquement prisonnier.

«Événement tectonique», écrit la CIA, la guerre en Ukraine «remodèle les relations de la Russie avec l'Occident et la Chine». Elle a considérablement affaibli l'outil militaire russe, mais peut, quotidiennement, dégénérer en «une confrontation entre la Russie et l'Occident». La

possibilité de «l'escalade» plane au-dessus du champ de bataille, même si «la Russie ne veut probablement pas un conflit direct avec les forces américaines et celles de l'OTAN».

Une guerre longue? Les analystes du renseignement américain estiment que les Russes ne seront probablement pas capables de prendre la totalité du Donbass, la bordure orientale de l'Ukraine, d'ici à la fin 2023. De son côté, l'armée ukrainienne, juge le chef d'état-major américain Mark Milley, ne sera sans doute pas en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire occupé par la Russie depuis son offensive du 24 février. En attendant, cette guerre localisée, mais terriblement mortifère, a des conséquences mondialisées: rupture des chaînes d'approvisionnement alimentaire; bouleversement énergétique; exacerbation de l'inflation; polarisation des relations entre un groupe sino-russe et un ensemble euro-atlantique.

Une bonne partie du reste du monde, ce qu'on appelle le «Sud global», ne se sent pas, ou peu, concerné. À tort. Le niveau de conflictualité que connaît aujourd'hui la scène internationale pèse sur le traitement d'une série de «défis mondiaux», dit le renseignement américain. La lutte contre le réchauffement climatique; la prévention des pandémies; la sécurité alimentaire et énergétique; la prolifération nucléaire; les trafics liés au crime international: autant de questions qui souffrent de l'état désastreux des relations entre blocs de puissance. Le niveau de coopération internationale requis par la lutte contre le réchauffement, par exemple, est difficilement compatible avec la confrontation sino-américaine. Il y faudrait de la confiance, on est au-delà de la défiance.

Or, dans l'infinie liste des menaces dont les États-Unis sont l'objet, le réchauffement et la lutte contre les pandémies sont cochés en bonne place par les analystes d'outre-Atlantique. Ils constituent «un risque pour les intérêts de sécurité» de l'Amérique. Le réchauffement clima-

tique raréfie les ressources en eau et en terres arables, déstabilisant nombre de pays pour les populations desquelles l'émigration devient la seule issue – laquelle, à son tour, déstabilise l'équilibre intérieur des démocraties. Ce ne serait guère mieux du côté sanitaire: «Les pays du monde entier restent vulnérables à l'émergence d'un nouvel agent pathogène susceptible de provoquer une nouvelle pandémie dévastatrice.»

Le renseignement américain dresse le portrait d'un monde chaotique. Le temps des illusions de l'immédiat après-guerre froide n'aura pas vécu plus d'une décennie – 1990-2000 –, l'espace d'un rêve: tout le monde va vers la démocratie, n'est-ce pas... Les institutions dites multilatérales, celles qui sont censées organiser la vie internationale autour d'un certain nombre de normes, ne remplissent pas leur rôle. La règle du jeu en cours aujourd'hui, ce sont les rapports de force. Les budgets de la défense croissent plus vite que ceux du développement.

Les Européens, notamment ceux de l'ouest du Vieux Continent, étaient les plus mal préparés au retour de la guerre à domicile. Ayant créé une aire de paix exemplaire où le règlement des conflits se fait autour d'une table au petit matin à Bruxelles, ils croyaient avoir repoussé la guerre au rang qui est celui de la peste bubonique – une maladie du passé. Le 24 février 2022, ils ont appris que la paix n'était pas la norme. Les «autres», de l'Afrique à l'Asie en passant par le Moyen-Orient, le savaient: eux, ils ont toujours connu la guerre pour résoudre les conflits intérieurs ou inter-étatiques.

Où se situent-ils, ces «autres», entre un bloc révisionniste, Chine-Russie, décidé à imposer un ordre mondial conforme à ses intérêts, et un bloc qu'il faut bien appeler «occidental», défendant un ensemble de normes communes? À l'ONU, les «autres» ont voté de façon écrasante contre la décision de Poutine «d'annexer» les territoires de l'est de l'Ukraine. Mais ils sont quelques dizaines à s'être

abstenus de condamner la guerre russe, à commencer par l'Inde et l'Afrique du Sud, par exemple. Et personne n'applique les sanctions prises par les Américains et les Européens.

Pour autant, l'image d'un Sud global unanimement rangé derrière le duo Moscou-Pékin est fautive. Sur la guerre en Ukraine, l'Inde a ménagé la Russie; face à l'expansionnisme chinois, New Delhi est avec les États-Unis. En Afrique et dans le monde arabe, on trouve des excuses à la guerre de Poutine – après tout, c'est un conflit entre « blancs » de même religion. Mais en Asie du Sud-Est, confrontés aux débordements de la super-puissance chinoise, les Philippines, l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie, tous supplient l'Amérique de les protéger. Dans la grande confrontation pour la prépondérance mondiale, les puissances moyennes se rangent ici ou là, avec Washington ou Moscou ou Pékin, selon leurs intérêts. Leur alignement est à géométrie variable. Ghassan Salamé, politologue libanais et haut fonctionnaire international, parle d'un Sud qui pratique une « stratégie de l'opportunisme ».

Chaos, guerre en Ukraine à répercussions multiples, rapports de force, conflictualité dans l'interdépendance, batailles dans le cyberspace, budgets militaires à la hausse, sur fond de réchauffement climatique et de menace pandémique: le renseignement américain n'est pas d'humeur optimiste. Cela va avec le métier.

Alain Frachon.

PREMIÈRE PARTIE

**ÉVALUATION ANNUELLE DES MENACES
DE LA COMMUNAUTÉ DU RENSEIGNEMENT
DES ÉTATS-UNIS**

Au cours de l'année à venir, les États-Unis et leurs alliés seront sur le plan de la sécurité mondiale confrontés à un environnement complexe et interconnecté, dominé par deux défis stratégiques cruciaux qui s'entrecroisent et dont l'évolution aura des conséquences directes sur l'équilibre de la paix.

Premièrement, les grandes puissances, les puissances régionales montantes et un certain nombre d'acteurs non étatiques se disputeront la domination de l'ordre mondial et rivaliseront pour définir les nouvelles conditions et les règles qui façonneront le monde pour les futures décennies. La concurrence stratégique entre les États-Unis et leurs alliés, la Chine et la Russie, dont l'objectif est de définir qui écrira l'histoire, rend les prochaines années déterminantes. Dans l'immédiat, les actions de la Russie en Ukraine menacent de dégénérer en un conflit plus large entre la Russie et l'Occident.

Deuxièmement, les défis mondiaux communs, notamment le réchauffement climatique et la sécurité civile et sanitaire, se conjuguent alors que la planète sort de la pandémie de Covid-19 et rencontre des problèmes économiques provoqués par l'insécurité énergétique et alimentaire. Les technologies qui émergent ou évoluent rapidement continuent de bouleverser les entreprises traditionnelles et la société, avec des résultats positifs et négatifs, tout en

créant des vulnérabilités sans précédent. Il devient donc toujours plus difficile de prévoir les effets de ces phénomènes sur le paysage mondial.

Ces défis climatique et sécuritaire se recouperont et interagiront de manière imprévisible, entraînant des effets qui se renforceront les uns les autres et pourraient mettre à mal notre capacité à réagir, mais créeront également de nouvelles possibilités d'action collective avec nos alliés et partenaires, y compris non étatiques.

L'évaluation annuelle des menaces 2023 met en évidence certains de ces liens, car elle fournit les évaluations fondamentales de la communauté du renseignement (CR) au sujet des menaces les plus pressantes pour les intérêts nationaux des États-Unis et de l'Occident. Il ne s'agit pas d'une évaluation exhaustive de tous les défis mondiaux. Ce rapport aborde à la fois les menaces provenant de nos adversaires et les préoccupations opérationnelles, telles que les armes de destruction massive et le cyberspace, principalement dans les sections consacrées aux acteurs de la menace, ainsi qu'une série de questions régionales aux implications plus vastes.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie montre que l'ère de la concurrence et des conflits entre États-nations est loin d'appartenir au passé. C'est, au contraire, une caractéristique déterminante de l'époque actuelle. Alors que la Russie, en choisissant la guerre, défie les États-Unis et certaines normes de l'ordre international, la Chine est en mesure de modifier directement l'ordre mondial dans de multiples régions. Le pays tente de s'affranchir des règles internationales et constitue une possible menace pour ses voisins. L'action militaire de la Russie contre l'Ukraine démontre qu'elle reste une puissance revancharde, déterminée à utiliser tous les outils nécessaires pour tenter de rétablir sa sphère d'influence, en dépit de la volonté des États voisins, et à contrer l'influence de Washington tant au niveau local que mondial. Outre ces concurrents

fait le trafic vers les marchés internationaux. L'une des principales voies de transbordement de l'héroïne d'Asie du Sud-Ouest vers l'Europe.

ÉDITIONS **DES** ÉQUATEURS

www.editionsdesequateurs.fr

